Compte rendu du Conseil Municipal du
Lundi 16 Décembre 2019

L'émargement concernant le PV du 21 octobre 2019 a été signé, une modification dans la délibération n°211019-07 va être faite, erreur dans la désignation des imputations comptables. .

Objet : Mise à disposition de personnel communal à la CDC de Sablé pour l'exercice de la compétence assainissement.

Délibération n°161219-01

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Freuslon premier adjoint, il rappelle au conseil municipal que dans le cadre de la loi portant sur la Nouvelle Organisation du Territoire de la République (NOTRe), la communauté de communes de Sablé sur Sarthe exercera la compétence assainissement sur son territoire à partir du 1^{er} janvier 2020.

Afin de disposer de moyens humains suffisants pour assurer la gestion de cette compétence, il a été convenu, entre la commune et la communauté de communes, de mettre à disposition du personnel communal.

Les comités techniques du centre de gestion de la Mayenne en date du 28 novembre 2019 et de la communauté de communes en date du 12 novembre 2019 ont émis des avis favorables à cette mise à disposition.

Une convention définit les conditions de cette mise à disposition ainsi que les modalités financières.

M. Yannick Monsimert, adjoint technique principal de 1^{ère} classe, assure le contrôle et l'entretien des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, ainsi que des espaces verts associés sur la base d'un volume de 92 h/an, dans la limite du broyage annuel.

Mme Nathalie RENOU, adjointe administrative principale de 1^{ère} classe, assure la facturation de la redevance assainissement sur la base d'un volume de 80 h/an.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver la mise à disposition de personnel communal à la communauté de communes de Sablé sur Sarthe et d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de mise à disposition dans le cadre du transfert de la compétence assainissement.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil approuve la mise à disposition de personnel communal à la communauté de communes de Sablé sur Sarthe et autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de mise à disposition dans le cadre du transfert de la compétence assainissement.

Objet : Fixation des tarifs de l'assainissement année 2020.

Délibération n°161219-02

Dans le cadre de la loi portant sur la Nouvelle Organisation du Territoire de la République (NOTRe), la communauté de communes de Sablé sur Sarthe exercera la compétence assainissement sur son territoire à partir du 1^{er} janvier 2020.

Monsieur le Maire donne la parole à Mr Freuslon premier adjoint, il propose de ne pas augmenter les tarifs assainissement consommations et abonnement pour 2020,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, fixe pour l'année 2020 les tarifs suivants :

- redevance pour modernisation des réseaux de collecte : 0.15 €/ m³
(transmis par l'agence de l'eau)
- pour les consommations : 0,72 € / m³
- pour l'abonnement : 50.70 € : soit
25.35 € au semestre.

Objet : Avenant n°01 à la convention d'entente intercommunale pour la réalisation du service public de la distribution d'eau potable sur le territoire de la commune de Bouessay par la communauté de communes du Pays de Meslay Grez.

Délibération n°161219-03

Monsieur le Maire donne la parole à Mr Freuslon premier adjoint, il précise que la Communauté de Communes du Pays de Meslay-Grez et la Commune de Bouessay ont signé une convention d'entente intercommunale pour la réalisation du service public de la distribution d'eau potable sur le territoire de la Commune de Bouessay par la Communauté de communes du Pays de Meslay-Grez à compter du 1^{er} janvier 2018. Envisagée pour une durée limitée, elle prend en principe fin « *de plein droit au plus tard à la date de prise de compétence eau potable par la Communauté de communes de Sablé sur Sarthe.* »

La compétence « Eau potable » sera effectivement transférée à la Communauté de communes de Sablé sur Sarthe à compter du 1^{er} janvier 2020.

Dans l'attente de la mise en place d'une solution technique pérenne, eu égard aux spécificités de la constitution des réseaux et ouvrages et afin d'assurer la continuité du service public, il précise que la Communauté de Communes de Sablé sur Sarthe, la Communauté de Communes du Pays de Meslay-Grez et la Commune de Bouessay se sont entendues pour prolonger la présente convention pour une durée supplémentaire d'un an à compter du 1^{er} janvier 2020 soit jusqu'au 31 décembre 2020 au plus tard.

Ceci étant exposé et ayant donné lecture de l'article 4 modifié de l'avenant, il est demandé aux membres du Conseil de bien vouloir, si tel est leur avis, adopter les termes de la délibération suivante.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5221-1,

Entendu le rapport de Monsieur le premier adjoint,
Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, et par adoption des motifs exposés par le premier adjoint :

- Décide de formaliser par voie d'avenant la prolongation de la convention d'entente intercommunale pour une durée supplémentaire d'un an à compter du 1^{er} janvier 2020 ;
- Autorise Monsieur le Maire à engager toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'avenant ;

Annexe : Avenant n°1 à la convention d'entente intercommunale pour la réalisation du service public de distribution d'eau potable sur le territoire de la commune de Bouessay par la communauté de communes du Pays de Meslay Grez

Objet : Modification des statuts du SIAEP Sarthe et loir.

Délibération n°161219-04

Monsieur le Maire donne la parole à Mr Freuslon premier adjoint, il rappelle au conseil municipal que dans le cadre de la loi portant sur la Nouvelle Organisation du Territoire de la République (NOTRe), la communauté de communes de Sablé sur Sarthe a décidé d'exercer la compétence eau potable sur son territoire à partir du 1^{er} janvier 2020.

Par conséquent, la communauté de communes de Sablé sur Sarthe va devenir membre du Syndicat Sarthe et Loir par représentation substitution des communes de Courtiliers, Juigné sur Sarthe, Le Bailleul, Louailles, Notre Dame du Pé, Pincé, Précigné, Sablé sur Sarthe, Solesmes, Souvigné sur Sarthe et Vion.

La communauté de communes de Sablé sur Sarthe sera représentée avec le même nombre de délégués dont chacune des communes disposait.

Au 1^{er} janvier 2020, le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) Sarthe et Loir devient le Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable (SMAEP) Sarthe et Loir.

Il sera composé de la Communauté de communes de Sablé sur Sarthe, de Bazouges Cré sur Loir, de Crosnières et de La Chapelle d'Aligné.

Le territoire de la communauté de communes de Sablé sur Sarthe est couvert par deux syndicats : le SIAEP de l'Aunay la Touche et le SIAEP Sarthe et Loir. La commune de Bouessay est isolée.

C'est la raison pour laquelle, il est proposé que la commune de Bouessay fasse partie du SMAEP Sarthe et Loir à compter du 1^{er} janvier 2021.

Le SIAEP Sarthe et Loir a approuvé ces modifications statutaires et de périmètre respectivement par délibérations du 30 octobre 2019 et du 2 décembre 2019.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver ces nouveaux statuts et d'intégrer le périmètre du SMAEP Sarthe et Loir pour la distribution de l'eau potable.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité approuve les nouveaux statuts et intègre le périmètre du SMAEP Sarthe et Loir pour la distribution de l'eau potable.

Objet : Demande de subvention DETR Eclairage public – Lotissement de la Vaige

Délibération n°161219-05

Mr le Maire rappelle au Conseil Municipal le projet d'éclairage public situé lotissement de la Vaige, pour remplacement de 30 lampes à vapeur de mercure, Ce projet est estimé à 12 309.99 €HT.

Territoire Energie Mayenne financerait cette opération à hauteur de 40% du montant des travaux.

Mr le Maire explique qu'une demande de subvention auprès de la Région a été demandée (FRDC) : le Fonds Régional de Développement des Communes. La Région propose d'attribuer 20% à ce projet,

Mr le Maire explique également qu'une autre demande de subvention a été enregistrée sur le site démarches simplifiées, la DETR (Dotation Equipements des Territoires Ruraux).

Il propose d'autoriser le conseil municipal à effectuer cette demande de subventions DETR pour le projet Eclairage Public dans le lotissement de la Vaige;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- Autorise Mr le Maire ou l'adjoint délégué, à signer toutes pièces nécessaires à la demande de subvention auprès de la DETR : (Dotation Equipements des Territoires Ruraux).

Objet : Tarifs des concessions et espace cinéraire dans le cimetière communal pour l'année 2020.

Délibération n°161219-06

Mr le Maire donne la parole à Mr Lamy, adjoint, il rappelle que par délibération du 17/12/2018, un tarif des concessions et espace cinéraire a été voté, il propose d'augmenter le tarif des concessions comme présenté et de laisser le même tarif que l'an dernier pour l'espace cinéraire.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil décide d'augmenter le tarif des concessions pour l'année 2020 et de laisser le même tarif que l'an dernier pour l'espace cinéraire.

(voir tableau joint des tarifs)

Objet : Mise à disposition de la salle communale : élections municipales 2020

Délibération n°161219-07

Vu la délibération du 21 octobre 2019 fixant les tarifs municipaux pour l'année 2020; Considérant la nécessité dans un souci de transparence, d'équité de traitement, de préciser par délibération du conseil municipal les modalités de mise à disposition de la salle municipale de la commune aux candidats aux élections municipales 2020.

Au nom du conseil municipal, Monsieur le maire donne la parole à Mr Lamy adjoint, il propose de mettre à disposition à titre gratuit la salle communale pour les prochaines élections municipales de 2020. Il propose les modalités suivantes :

- deux fois pour réunion publique.
- deux fois pour une réunion de liste,

Il sera donné priorité à la location;

Dans tous les cas le nettoyage des locaux devra être effectué après chaque utilisation;

Une fiche de mise à disposition sera signée avant chaque réunion.

Après en avoir délibéré, le conseil, à l'unanimité, décide de mettre à disposition à titre gratuit la salle communale pour les prochaines élections municipales de 2020 selon les modalités citées ci-dessus.

Objet : Rémunération des agents recenseurs et du coordonnateur communal

Délibération n°161219-08

Monsieur le Maire explique que deux agents recenseurs et un coordonnateur communal ont été désignés par délibération du 09 septembre 2019, pour le recensement de la population qui aura lieu du 16 janvier 2020 au 15 février 2020.

Monsieur le Maire explique et regrette que la dotation forfaitaire attribuée aux communes pour l'organisation du recensement national a diminué de 311 € par rapport à 2015, elle s'élève à 1 361€ contre 1 672€ en 2015 ; il présente plusieurs propositions de rémunérations au conseil :

Après en avoir délibéré, le conseil décide, à 8 voix pour et 5 voix contre, décide de rémunérer les agents recenseurs et le coordonnateur communal comme suit :

Soit pour les deux agents recenseurs un forfait de 620.50€, et pour le coordonnateur communal, un forfait de 120€.

Objet : Révision des statuts du syndicat Territoire Energie Mayenne.

Délibération n°161219-09

Monsieur le Maire expose,

Vu les articles L 5211-17 à L 5211-20, L 5212-29, L 5212-30 du CGCT relatifs aux syndicats mixtes fermés,

Vu la délibération du comité syndical de Territoire d'énergie Mayenne en date du 22 octobre relative aux statuts du syndicat,

Considérant la nécessité de procéder à une nouvelle révision afin d'y apporter les précisions nécessaires à l'exercice des compétences du syndicat,

Il est proposé au conseil municipal une révision des statuts de TEM dont les principales modifications portent sur les articles suivants :

Article 3- réseaux et infrastructures de communications

L'article précise l'articulation entre Territoire d'énergie Mayenne et le Syndicat Mixte Ouvert et ainsi leurs rôles réciproques.

Article 5- reprise de compétences

Il est précisé que le retrait d'une collectivité adhérente au titre d'une des compétences optionnelles s'applique effectivement dans le délai de 10 ans.

Article 6- composition du comité syndical

Les collèges des communes à statuts rural s'appuient désormais sur le périmètre des EPCI. Territoire énergie Mayenne est administré par 9 collèges de communes à statut rural, 1 collège de communes à statut urbain et 1 collège des intercommunalités à fiscalité propre.

Compte tenu de ces éléments, il est ainsi proposé au conseil municipal d'approuver les statuts du syndicat Territoire d'énergie Mayenne.

Vu les articles L 5211-17 à L 5211-20, L 5212-29, L 5212-30 du CGCT relatifs aux syndicats mixtes fermés,

Vu la délibération du comité syndical de Territoire d'énergie Mayenne en date du 22 octobre relative aux statuts du syndicat,

Considérant la nécessité de procéder à une nouvelle révision afin d'y apporter les précisions nécessaires à l'exercice des compétences du syndicat,

Il est proposé au conseil municipal une révision des statuts de TEM dont les principales modifications portent sur les articles suivants :

Article 3- réseaux et infrastructures de communications

L'article précise l'articulation entre Territoire d'énergie Mayenne et le Syndicat Mixte Ouvert et ainsi leurs rôles réciproques.

Article 5- reprise de compétences

Il est précisé que le retrait d'une collectivité adhérente au titre d'une des compétences optionnelles s'applique effectivement dans le délai de 10 ans.

Article 6- composition du comité syndical

Les collèges des communes à statuts rural s'appuient désormais sur le périmètre des EPCI. Territoire énergie Mayenne est administré par 9 collèges de communes à statut rural, 1 collège de communes à statut urbain et 1 collège des intercommunalités à fiscalité propre.

Compte tenu de ces éléments, il est ainsi proposé au conseil municipal d'approuver les statuts du syndicat Territoire d'énergie Mayenne.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité décide d'approuver les statuts du syndicat Territoire d'énergie Mayenne.

<u>Objet : Mur salle communale</u>

Délibération n°161219-10

Monsieur le maire explique au conseil que le mur situé derrière la salle communale est en très mauvaise état et qu'il est souhaitable pour des raisons de sécurité de le renforcer ; deux devis sont présentés, le premier devis s'élève à 1 266€ (artisan Mr Stenegry) , et le second devis s'élève à 6 050.35€ (artisan Mr Delommeau).

Le conseil remarque sur le premier devis, que la profondeur de terrassement est insuffisante et demande qu'il soit modifié. Il est proposé de retenir Mr Stenegry, artisan maçon pour ces travaux.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide de retenir l'artisan Mr Stenegry, et autorise Mr le Maire ou l'adjoint délégué à signer le devis une fois la modification apportée.

Objet : Proposition projet tracteur tondeuse.

Délibération n°-161219-11

Monsieur le Maire informe le conseil municipal des pannes successives du tracteur tondeuse de la commune et propose plusieurs options comme présenté ci-après:

	<u>Prix en TTC</u>
OPTION 1 : Réparation du Tracteur kubota	5 000€
OPTION 2 : Remplacement de l'équipement actuel	25 000€ à
30 000€	
OPTION3 : Réparation du Kubota et achat tondeuse auto-portée.	21 000€
+5000€=26 000€	
OPTION 4 : Changement du tracteur sans chargeur	21 000€

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à 8 voix pour décide de choisir l'option 3, soit Réparation du Kubota et achat tondeuse auto-portée.

Affaires diverses :

- **DPU** : 3 maisons sont concernées, la commune ne préempte pas.
- **FIBRE OPTIQUE** : Mr Freuslon informe le conseil que le fichier adressage a été transmis au service du cadastre ; il remarque un manque d'information en mairie sur le déploiement de la fibre. Une réunion aura lieu à Saint Denis d'Anjou le 14/01/2020 à 18h30 salle Socioculturelle Place de l'Europe.
- **FLEURISSEMENT** : Mr Lamy fait une lecture des points positifs et des pistes de progrès établis par le jury régional suite à la visite du 04 juillet dernier. Une première fleur et le prix du jardinier a été remis à la Baule le 18/11/19 dernier.
- **ECOLE** : Mme Bruand fait un bilan du dernier conseil d'école du 14/11/19. Elle informe qu'un goûter sera offert aux enfants de l'école vendredi 20/12/19 après-midi. Concernant l'effectif pour la rentrée 2020, 5 départs de CM2 sont prévus. Mme Daubias demande des nouvelles sur le projet de conseil municipal junior, Mme Bruand attend un retour de planning de la directrice de l'école.
- **PLUIh** : Mr Freuslon informe le conseil que le PLUIh est en phase d'approbation, à partir de 2020 une enquête publique sera ouverte. Mme Mottier demande s'il est possible d'avoir les orientations de ce projet, une version sera envoyée dès le lendemain.
- **DIVERS** :
Mr le Maire remercie les élus présents au repas des aînés du 16/11/19 dernier à Bouère.
Il informe le conseil que l'agent communal a subi une agression sur la voie publique le mois dernier, une enquête est en cours d'instruction ;
CONGES FIN D'ANNEE : Fermeture mairie du 30/12/2019 au 04/01/2020.
Permanence 03/01/2020 de 14h à 17h.
- **QUESTIONS DIVERSES** :
Mr Leclercq demande si le nouveau restaurant est ouvert, Mr le Maire répond qu'il est ouvert partiellement.
Mr Lamy fait la distribution du bulletin aux élus, il souhaiterait revoir avec la commission le travail sur la mise en page.

Question d'un habitant : La borne électrique sert-elle souvent ?
Réponse de Mr le Maire : Tous les mercredis pour le camion pizza, et pour le moment très peu aux véhicules de passage.

FIN 22H53

DATE DES PROCHAINS CONSEILS MUNICIPAUX

LUNDI 27 JANVIER 2020 à 20h00

LUNDI 24 FEVRIER 2020 à 20h00

LUNDI 09 MARS 2020 à 20h00